

neur de la commission des obus et, indirectement, mon propre honneur, je suis revenu en toute hâte par le premier paquebot, et j'ai fait avec plaisir ce voyage que j'entreprenais dans le but de venir éclaircir l'atmosphère. Je profite de cette occasion pour remercier l'honorable député de Toronto-Est (l'honorable M. Kemp) d'avoir eu la bonté de me remplacer comme ministre de la Milice, en mon absence, et de l'avoir fait si dignement. A mon arrivée j'ai constaté que tout était dans un état parfaitement satisfaisant au ministère. Je dois aussi déclarer que pendant que j'assisterai aux séances de cette commission royale—et je me propose de les suivre assez régulièrement—le premier ministre me fera l'honneur de s'occuper du ministère de la Milice à ma place, honneur que je lui ai demandé de vouloir bien me faire dans le passé, quand j'ai eu à m'absenter temporairement.

Je n'hésite pas à le dire, j'ai été surpris, à mon retour, de constater la nature des déclarations faites par l'honorable député de Richmond (M. Kyte). Je me serais attendu à des assertions vraiment importantes. Ce n'est ni le devoir ni le droit d'un député d'impugner les motifs d'un collègue, et je ne le ferai pas non plus; mais je puis certainement, pour ma propre satisfaction, rechercher l'arrière-pensée qui a inspiré le discours de l'honorable député. S'agissait-il de découvrir la vérité au sujet de cette affaire? Dans ce cas, il n'avait qu'à s'adresser au colonel David Carnegie ou au général Bertram, de la commission des obus, et en cinq minutes il aurait obtenu la réponse la plus satisfaisante à ses questions. Était-il en quête de notoriété? Dans l'affirmative, il a atteint son but, mais son succès sera éphémère. Voulait-il insulter les tories, ces horribles tories? Alors j'ai tout lieu de croire qu'il a fait fausse route. Se proposait-il d'aider à la cause de la liberté humaine? Dans ce cas, je lui signalerai que seuls la vérité et le droit peuvent en assurer le triomphe. Voulait-il tout simplement faire de la politique de clocher? Je laisse au public le soin de conclure de lui-même, à ce sujet. Pour moi, je ne saurais m'imaginer qu'il ait eu pour objet de chercher à profiter de la surexcitation nerveuse du peuple canadien dont les braves soldats se battent et meurent aujourd'hui pour cette grande cause. Quoi qu'il en soit, c'est à sa propre conscience et à ses commettants de juger son attitude.

Maintenant quels sont les points qui se rattachent à l'adjudication des com-

mandes d'obus? Tout d'abord, personne ne pouvait être tenté de s'en occuper; mais ensuite on a vu surgir toute une horde de gens qui cherchaient la satisfaction de leur intérêt personnel. Les banquiers sont intervenus et se sont mis à importuner le général Bertram et la commission des obus dans le but de favoriser des gens de toutes les parties du pays en quête de commandes. Les hommes d'affaires importants qui avaient déjà placé du capital dans des manufactures et des outillages ne pouvaient être induits, ni par amour ni par intérêt financier, à entreprendre de fabriquer des obus ou d'autres articles de ce genre, au commencement de la guerre; ils redoutaient la ruine et ne voulaient pas risquer de travailler à aider à l'empire dans de telles circonstances. Le capital était craintif, on ne savait combien de temps la guerre allait durer, on n'était pas outillé convenablement, il fallait se procurer de la matière première, on manquait de main-d'œuvre experte, les temps étaient difficiles, la confiance chancelait, et il s'agissait de bannir toutes ces influences déprimantes sous lesquelles le pays se sentait accablé. Mais il y eut des hommes dont le courage ne fut pas ébranlé; ils parurent sur la brèche, la fabrication des obus commença, l'argent se mit à circuler et l'on s'aperçut que les Canadiens pouvaient faire honneur à la situation et travailler aussi bien que les habitants de tout autre pays à la défense de l'empire et au salut de la liberté humaine.

La scène changea quand il se fut établi un regain de confiance. Tout le monde voulut être de la partie. On ne calculait plus que par millions; les lanceurs d'affaires et les agents surgissaient de toutes parts. J'ai déjà traité ce côté de la question dans un débat précédent et je ne répéterai pas ce que j'ai dit.

J'espère que l'honorable député de Carleton ne sera pas offensé si je parais accorder moins d'importance à ces accusations qu'à celles de l'honorable député de Richmond, mais si j'ai bien interprété leurs déclarations, elles comportent qu'un marché, pour la fourniture de fusées à temps, a été conclu avec des personnes qui n'avaient pas l'intention d'en fabriquer et qui n'en fabriqueraient jamais; qu'une somme de \$1,500,000 a été avancée aux promoteurs et partagée entre eux; que c'est la Grande-Bretagne qui perdra cet argent. Les explications détaillées viendront plus tard et, pour le moment, je me bornerai à dire que les deux compagnies